

La Défense, le 23 JAN. 2007

Le ministre

à

Messieurs les préfets de région

Messieurs les préfets coordonnateurs des itinéraires routiers

Mesdames et Messieurs les préfets de département

ministère  
des Transports  
de l'Équipement  
du Tourisme  
et de la Mer



secrétariat général

direction générale  
des routes

**objet : Répartition des compétences en matière de contentieux routiers**

La présente circulaire a pour objet de fixer la répartition des compétences, d'une part entre les préfets de région et de département, d'autre part entre les services déconcentrés, en matière de contentieux routiers.

1/ Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, il appartient aux DIR et aux DRE d'assurer la pleine responsabilité du traitement de l'ensemble des dossiers de précontentieux et de contentieux relevant de leurs champs de compétences respectifs, y compris de ceux existants à cette date. Pour ce faire, elles peuvent, pour la production, s'appuyer en tant que de besoin sur les moyens des DDE ou des centres supports mutualisés (CSM).

2/ Les DRE sont responsables du contentieux des opérations du BOP « développement du réseau » dont elles assurent la maîtrise d'ouvrage. Les DIR sont responsables du contentieux lié au réseau routier national existant, cette responsabilité s'appliquant dès leur mise en service pour les nouveaux tronçons de ce réseau réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des DRE.

Dans le domaine plus spécifique des marchés, les DRE restent toutefois compétentes pour répondre aux réclamations et pour traiter les contentieux relatifs aux contrats qu'elles concluent, et cela pour l'intégralité de la procédure, de la passation à l'établissement du décompte général et définitif, y compris les litiges portant sur la réception de l'ouvrage et sur la mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement. En application du principe énoncé au paragraphe précédent, dès la mise en service de l'ouvrage, les DIR assurent le pilotage de la défense des intérêts de l'Etat dans le cadre des procédures liées à la garantie décennale.

Tour Pascal A  
92055 La Défense cedex  
téléphone :  
01 40 81 10 18  
télécopie :  
01 40 81 11 99  
courriel :  
SG@equipement.gouv.fr  
Arche Sud  
92055 La Défense cedex  
téléphone :  
01 40 81 12 13  
télécopie :  
01 40 81 12 55  
courriel :  
DGR  
@equipement.gouv.fr

3/ Il convient de veiller à une transmission ordonnée des dossiers entre anciens et nouveaux services responsables de leur traitement. A cet égard, il est demandé aux DIR et aux DRE d'identifier dès à présent, en liaison avec les DDE, les dossiers de précontentieux et de contentieux à forts enjeux, que ces enjeux soient d'ordre politique, financier ou qu'ils se posent en termes de responsabilités (administrative ou pénale).

4/ Dès l'instant où les nouveaux services routiers de l'Etat sont opérationnels, ils assurent la coordination de la représentation de l'Etat dans les procédures d'expertise judiciaire en cours ou à venir sur les parties d'itinéraires du réseau routier national de leur ressort. Dès lors qu'une expertise intervient dans le cadre de la garantie décennale ou porte sur un ouvrage en service du réseau national structurant, il appartient aux DIR en qualité de services gestionnaires de l'ouvrage d'assurer le suivi de l'ensemble de la procédure en lien avec les services compétents (par exemple les SMO) ou anciennement compétents (les DDE). Pour les expertises portant sur des ouvrages en projet ou en construction sous leur maîtrise d'ouvrage, les DRE assurent la même mission de pilotage de la réponse de l'Etat.

5/ Les contentieux relatifs aux routes nationales d'intérêt local transférées aux départements, restant de la compétence de l'Etat conformément à la circulaire du 9 mai 2006, sont pilotés par les DDE. Celles-ci peuvent s'appuyer sur les services compétents en tant que de besoin.

6/ Devant les tribunaux administratifs, l'Etat intervient souvent en défense en matière de contentieux liés au réseau routier national.

En application des dispositions de l'article R.431-10 du code de justice administrative, l'Etat reste représenté, devant les tribunaux administratifs, par le préfet de département pour les litiges dans les domaines relevant de la compétence des DIR ou le préfet de région pour les litiges relevant de la compétence des DRE.

En conséquence, les mémoires élaborés dans le cadre des procédures contentieuses de première instance continueront d'être signés par le préfet de département ou le préfet de région compétent territorialement (à l'exception des mémoires introductifs d'instance qui relèvent de la compétence du ministre). Le préfet de département ou de région peut néanmoins déléguer sa signature aux directeurs interdépartementaux des routes et aux directeurs régionaux de l'équipement (cf. tableau annexé).

Dans un souci de bonne administration des dossiers contentieux, vous veillerez à informer les présidents des tribunaux administratifs dont vous dépendez de la nouvelle organisation des services routiers de l'Etat.

7/ Devant les tribunaux judiciaires, l'Etat introduit les recours en matière de dégâts causés au domaine public (contraventions de voirie routière).

La réparation des dégâts peut être demandée devant les tribunaux judiciaires civils et devant les juridictions pénales sur le fondement des dispositions de l'article L.116-1 du code de la voirie routière, les juridictions administratives étant toutefois compétentes pour connaître des expulsions d'urgence du domaine public routier.

Devant les juridictions judiciaires, l'agent judiciaire du trésor a le monopole de la représentation de l'Etat sans être dispensé du ministère d'avocats. Sa saisine s'effectue en principe par les soins de l'administration centrale (DGR/GR/J).

En application des dispositions de l'article L.116-4 du code précité, l'action devant les juridictions pénales est de la compétence du chef du service technique (en l'espèce le DIR) et non du préfet lorsqu'une infraction à la police de la conservation du domaine public routier est constatée. Le préfet reste cependant compétent pour les litiges relatifs aux redevances domaniales et aux contentieux afférents.

Vous voudrez bien me faire connaître toute difficulté que vous pourriez rencontrer dans l'application de la présente circulaire.

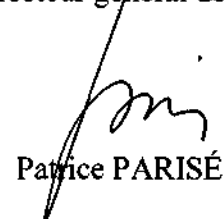
Pour le ministre et par délégation,

Le secrétaire général



Patrick GANDIL

Le directeur général des routes



Patrice PARISÉ

**ANNEXE**  
**DEFENSE DES INTERETS DE L'ETAT**  
**DEVANT LES TRIBUNAUX**

Nature du litige	Compétence du service pour piloter le traitement des litiges	Préfet compétent pour assurer la défense de l'Etat devant les tribunaux administratifs
Passation de marchés : BOP « développement du réseau »	DRE	Préfet de région Art.R.431-10 du code de justice administrative (CJA)
Exécution des marchés : BOP « développement du réseau »	DRE	Préfet de région Art.R.431-10 du CJA
Décompte général lié au BOP « développement du réseau »	DRE	Préfet de région Art.R.431-10 du CJA
Réception de l'ouvrage lié au BOP « développement du réseau » : garanties contractuelles hors garantie décennale.	DRE	Préfet de région Art.R.431-10 du CJA
Dommages de travaux publics survenus à l'occasion de travaux réalisés dans le cadre du BOP « développement du réseau » (par exemple : allongement de parcours, responsabilités au profit des tiers victimes d'accidents de travaux publics etc.)	DRE	Préfet de région Art.R.431-10 du CJA

<p>Dommages de travaux publics survenus à l'occasion de travaux réalisés dans le cadre du BOP « entretien-exploitation du RRN » (dommages permanents de travaux publics causés à des riverains par la présence de l'ouvrage routier)</p>	<p>DIR</p>	<p>Préfet du département dans lequel est survenu le fait générateur du litige Art R.431-10 du CJA</p>
<p>Autres dommages de travaux publics (accidents de la circulation, ouvrages exceptionnellement dangereux, etc.)</p>	<p>DIR</p>	<p>Préfet du département dans lequel est survenu le fait générateur du litige Art R.431-10 du CJA</p>
<p>Passation des marchés liés au BOP « entretien-exploitation du RRN »</p>	<p>DIR</p>	<p>Préfet du département dans lequel est survenu le fait générateur du litige Art R 431-10 du CJA</p>
<p>Exécution des marchés liés au BOP « entretien-exploitation du RRN »</p>	<p>DIR</p>	<p>Préfet du département dans lequel est survenu le fait générateur du litige Art R 431-10 du CJA</p>
<p>Décompte général des marchés liés au BOP « entretien-exploitation du RRN »</p>	<p>DIR</p>	<p>Préfet du département dans lequel est survenu le fait générateur du litige Art R 431-10 du CJA</p>
<p>Responsabilités liées à la garantie décennale de l'ouvrage</p>	<p>DIR</p>	<p>Préfet du département dans lequel est survenu le fait générateur du litige Art R 431-10 du CJA</p>